



CTSD 1er degré du 29 janvier 2021

Déclaration liminaire de la FSU

Ce CTSD se tient quelques jours après une grève dans l'éducation nationale et dans un contexte de très fortes interrogations des personnels sur le sens des réformes et des expérimentations décidées par notre Ministre. M. Blanquer s'inscrit dans une politique de la précipitation et «du raz de marée» : expérimentations tous azimuts, éducation prioritaire mise en péril, projet maternelle hors-sol, propositions du Grenelle qui se rapprochent des ressources humaines des grandes entreprises avec les effets délétères que l'on connaît depuis plusieurs années, propositions pédagogiques éculées et détachées de la recherche académique. Avec une constante, la parole et les propositions de la FSU ne sont pas entendues et retenues à leur juste valeur : nous sommes élus par nos pairs, nous sommes, nous aussi, l'expression de la démocratie et l'expression d'une majorité.

Dans notre département, le dialogue social perdure dans de bonnes conditions. La FSU de la Loire appelle de ses vœux la poursuite de ce dialogue. Elle s'efforce, et s'efforcera toujours, de porter la voix des collègues, de proposer, construire, et apporter son expertise et sa connaissance du terrain lors des échanges en GT, en réunion ou en instance. Chaque année, plus de 200 écoles nous contactent pour faire connaître leur situation au moment de la carte scolaire et demander à être défendues si nécessaire : ainsi la quasi totalité des écoles concernées par une potentielle opération de carte nous sont remontées . Il s'agit là d'un signal fort : la profession est attachée au dialogue paritaire, attachée à la transparence et à l'équité et sait à quel point les moyens octroyés à chaque école sont déterminants pour assurer le pari ambitieux de la réussite de tous nos élèves.

La ventilation par département des moyens prévus pour la rentrée prochaine attribue 20 postes à la Loire. Si cette dotation reste positive malgré une baisse attendue du nombre d'élèves, elle ne compensera pas le sous investissement antérieur dans l'école primaire, puisque trop de classes fonctionnent encore avec des effectifs trop importants. Pire, cette dotation ne remplira les engagements que le Ministre s'était lui-même assigné :

- alors que l'amélioration des décharges de direction semblait être une priorité, l'immense majorité des directrices et directeurs ne devrait obtenir aucune amélioration.

- Le dédoublement des GS en EP devrait avoir pour conséquence directe la non scolarisation de dizaines de TPS, se trouvant pour la plupart sans solution alternative.
- Cette dotation ne permettra pas non plus de reconstituer un vivier de remplaçants permettant d'assurer le remplacement systématique de chaque absence et la refondation d'une formation continue ambitieuse.

Pour la FSU, d'autres alternatives sont possibles. Elle passe nécessairement par un budget plus ambitieux mais aussi par un certain nombre de garde-fous :

- Pas de concurrence entre les différents degrés : si le primaire est très en retard en terme de moyens, ceux-ci ne doivent pas être abondés par le second degré.
- Pas de dégradation des conditions d'enseignement et d'apprentissage après fermeture. Aucune école ne doit se retrouver avec des classes au dessus de 25 élèves après fermeture, et une attention au rural dont les cours multiples, l'isolement géographique, l'absence de structures de soins ... doivent être prises en compte.
- La scolarisation des TPS, particulièrement en Education Prioritaire, est essentielle. Ce dispositif, loué par l'administration il y a quelques années, est aujourd'hui jeté aux oubliettes. L'inconstance chronique de notre institution est illisible et irrationnelle.
- Une attention particulière doit être portée aux directrices et directeurs dans les mesures de carte, avec une nécessaire prise en compte des effets sur les décharges.
- S'il y a lieu, les travaux sur les structures d'école doivent menés très en amont et respecter les avis des acteurs directement concernés, même s'ils ne vont pas dans le sens de l'administration.
- La FSU plaide également pour la reconstitution des RASED. Ces personnels, en venant au soutien des équipes et des élèves les plus fragiles participent eux aussi à lutter contre les inégalités. Les équipes d'école réclament une reconstitution solide de ces réseaux, ils doivent être entendus.
- Enfin, l'arrêt des embauches d'AESH en cours d'année n'est compréhensible, ni par les familles, ni par les équipes. L'inclusion doit tenir ses ambitions tout au long de l'année scolaire et le recrutement des AESH doit anticiper les besoins, c'est pourquoi il faut la création d'un statut.